Niveau(x) d'enseignement: 0 Numéro EDUQ : 8570249
Centre d'intérêt: 810

Robin, Michel.

Financement et fréquentation des musées au Québec, 1979-80 à 1982-83 / Michel Robin avec la participation de Michel Desgagnés. -- Québec : Ministère des affaires culturelles, Service de la recherche et de la planification, 1984.
14 p. : 19 graph. ; 28 cm.

Publ. comme v. 2, no 2, mai 1984 de la revue Chiffres à l'appui.
ISSN 0823-5082.

Descripteur(s): *Financement *Activité culturelle *Activité artistique *Loisir *Art *Artisanat

Identificateur(s) de sujet: *Musée *Fréquentation des musées

L'étude porte sur deux aspects des musées du Québec qui composent le "réseau", réseau qui est formé des musées d'Etat, du Centre de conservation du Québec et des musées et centres d'exposition agréés par le ministère des Affaires culturelles. Elle examine, d'une part, la structure de financement du réseau des établissements muséologiques sur une période de quatre ans; elle aborde, d'autre part, la question de la fréquentation des musées par les Québécois.

Les données de la première partie proviennent des fichiers administratifs de la Direction générale des musées. La seconde s'appuie sur des compilations de données tirées des enquêtes sur le comportement des Québécois en matière d'activités culturelles de loisir (CROP, septembre 1979 et 1983).

L'analyse montre: 1. que les revenus du réseau des musées du Québec ont augmenté de 16,5% sur quatre ans; 2. que la contribution publique aux revenus aura été quatre fois plus élevée que celle du secteur privé, mais que les revenus de source privée ont connu pendant cette période une plus grande croissance (27,5%) que ceux de source publique (13,9%). Le Québec a financé 80,6% des revenus de source publique des musées, le Canada 16,2%, les municipalités 3,6%. La croissance de la contribution du MAC est de 10,0%. En 1983, 4125000 visites ont été effectuées aux musées; les musées d'art enregistrent 59,1% des visites, les autres-musées 40,9%. Le visiteur du musée est indifféremment un homme ou une femme dont l'âge moyen est de 38,5 ans et qui a, en moyenne, 13,1 années de scolarité.

Type de document: u

ISSN 0823-6082 EDUQ 8570249

CHIFFRES À L'APPUI

BULLETIN DU SERVICE DE LA RECHERCHE ET DE LA PLANIFICATION

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES DU QUÉBEC

Volume 2 — Numéro 2 *Mai 1984*

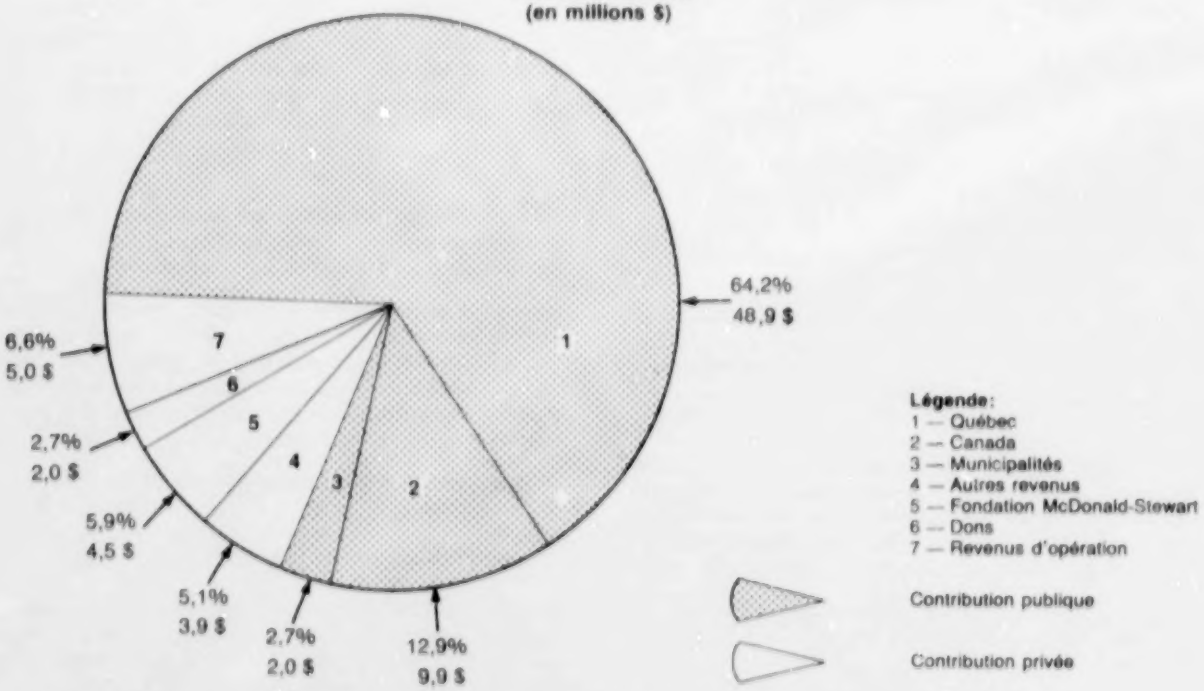
Financement et fréquentation des musées au Québec 1979-80 à 1982-83

« Chiffres à l'appui » de mai 1984 se consacre à l'étude des musées du Québec qui composent le « réseau. » Le réseau est formé des musées d'État, du Centre de conservation du Québec et des musées et centres d'exposition agréés par le ministère des Affaires culturelles[1]. Notre analyse privilégie deux aspects : d'une part, un examen de la structure de financement du réseau des établissements muséologiques sur une période de quatre ans; d'autre part la fréquentation des musées par les Québécois sera abordée dans la deuxième partie de l'analyse.

Les données de la première partie proviennent des fichiers administratifs de la Direction générale des musées. La seconde s'appuie sur des compilations de données tirées des enquêtes sur le comportement des Québécois en matière d'activités culturelles de loisir[2].

1 — Le financement des musées

Figure 1
Contributions totales au réseau des Musées du Québec 1979-80 à 1982-83 (en millions $)



[1] Le Québec compte plus de cent établissements de type muséologique : 2 musées d'État (Musée du Québec et Musée d'art contemporain) et plus de cent musées privés, parmi lesquels 48 sont agréés et subventionnés par le ministère des Affaires culturelles. (Répertoire des musées, Direction générale des musées)

[2] Le comportement des Québécois en matière d'activités culturelles de loisir, Centre de recherche sur l'opinion publique, septembre 1979 et 1983.

EDUQ 8570249

Notre première partie a pour objectif de présenter l'évolution du financement du réseau des musées du Québec sous l'angle de la contribution publique et de la contribution privée de 1979-80 à 1982-83.

Contributions publique et privée

En 1982-83, 51 musées et centres d'exposition privés et d'État étaient subventionnés au titre du fonctionnement comparativement à 54 en 1979-80. Au cours de cette période, plusieurs projets de construction, d'aménagement ou de relocalisation ont été réalisés dont certains sont d'importance. Les chiffres qui suivent auront donc trait aux contributions imputables au fonctionnement, aux immobilisations ou encore à la réalisation de projets ponctuels.

Les revenus des établissements muséologiques proviennent de deux sources principales: les contributions publiques qui recouvrent les subventions des gouvernements du Québec, du Canada et de leurs organismes ainsi que les contributions municipales: les contributions privées regroupent les revenus d'opération, les dons de particuliers et d'entreprises, etc. De 1979-1980 à 1982-1983, tous ces revenus ont représenté la somme de 76 160 300 $ dollars, soit en moyenne 19 040 080 $ dollars par année, gérés par les établissements muséologiques et disséminés dans les communautés locales à raison d'un montant équivalent à 366 155 $ pour chaque établissement par année. Si déjà ces chiffres représentent des montants appréciables, il faut par ailleurs souligner, et c'est ce que suggère la figure 1, que 79.8% des contributions de ces quatre années proviennent de fonds publics (60,7 millions $), les contributions privées en contrepartie représentant 20.2% de ce total (15,4 millions $).

Tableau 1
Source des revenus des musées
1979-80 à 1982-83 (en millions $)

Revenus \ Années	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	Total
Gouv. du Québec	9 484,8 $	11 984,4 $	13 443,2 $	13 990,6 $	48 903,0 $ 64.2%
Gouv. Fédéral	1 460,4 $	2 056,1 $	3 506,5 $	2 802,2 $	9 825,2 $ 12.9%
Gouv. Municipaux	701,1 $	405,4 $	511,4 $	440,3 $	2 058,2 $ 2.7%
Revenus Privés	2 365,4 $	3 206,7 $	4 902,8 $	4 899,0 $	15 373,9 $ 20.2%
TOTAL	**14 011,7 $**	**17 652,6 $**	**22 363,9 $**	**22 132,1 $**	**76 160,3 $ 100.0%**

Croissance des contributions publique et privée 1979-80 — 1982-83

Le rapport total observé de 4,00 $ du secteur public pour 1,00 $ du secteur privé a connu au cours de ces années une certaine évolution entraînant une faible privatisation des sources de revenus. Les deux figures suivantes (figures 2 et 3) l'illustrent avec évidence.

Il se dégage de la figure 2 que les contributions publiques et privées au réseau des musées ont augmenté sur quatre (4) ans. La croissance annuelle moyenne des contributions de source publique est de 13.9%, celle de source privée de 27.5%. La croissance totale est de 16.5%.

D'autre part, en ce qui a trait à l'évolution des contributions publiques et privées, l'une par rapport à l'autre, on observe les résultats suivants (figure 3).

Le financement public des musées est passé d'une proportion de 83,1% en 1979-80 à 77,9% en 1982-83, une diminution compensée par un accroissement des contributions du secteur privé, passant de 16,9% à plus de 22% en 1982-83.

Ainsi, pour chaque dollar investi par les pouvoirs publics pour le financement des activités muséologiques, le réseau devait trouver 0,20 $ en 1979-80 et 0,28 $ en 1982-83.

En somme, soulignons que malgré un financement public en réelle croissance au cours de cette période, la part annuelle de cette contribution au financement des établissements diminue d'année en année. La croissance plus rapide de la contribution privée explique la tendance, si faible soit-elle, à une privatisation des revenus des musées.

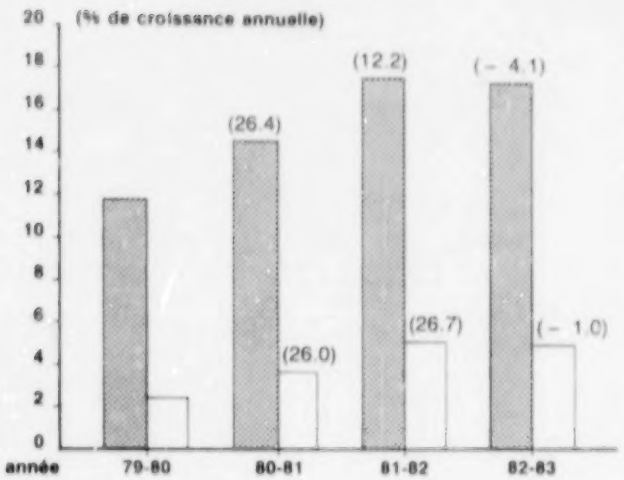
Voyons plus en détail la composition des sources de contributions publique et privée.

Contributions de source publique

Les administrations publiques et leurs organismes ont accordé au réseau des musées du Québec la somme de 60 686 400 $ de 1979-80 à 1982-83, ce qui, faut-il le rappeler, représente 79.8% de tous les revenus pendant cette période.

Si l'on considère que ce montant représente 100% du financement public des musées, le gouvernement du Québec à

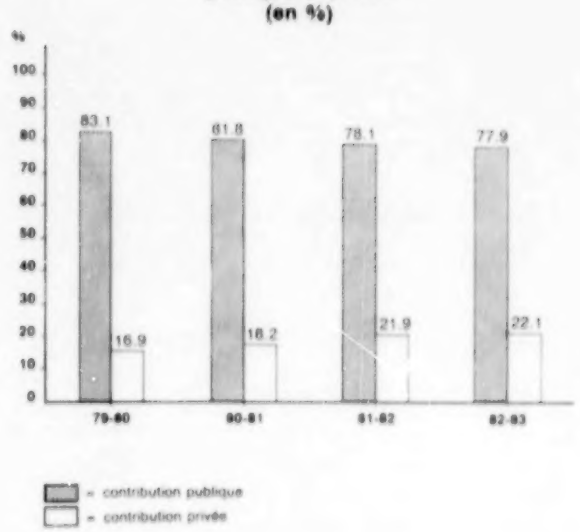
Figure 2
Contributions publique et privée et taux de croissance annuel (en million $)



croissance annuelle moyenne de la contribution publique 13.9%
croissance annuelle moyenne de la contribution privée 27.5%
croissance annuelle moyenne des contributions totales 16.5%

= contribution publique
= contribution privée

Figure 3
Pourcentage relatif des contributions publique et privée (en %)



= contribution publique
= contribution privée

lui seul a financé 60.4% de la contribution, le Canada 16.2% et les municipalités 3.4%.

Comme l'indique la figure 4, c'est le Québec qui occupe la plus grande part de l'assiette de la contribution aux musées avec 48 903 000 $ versés aux établissements de toutes catégories et imputables au fonctionnement ou aux immobilisations. Le ministère des Affaires culturelles vient en tête avec la contribution de 36 868 900 $. Viennent ensuite, le ministère des Travaux publics (MTPA), l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ), le ministère des Affaires municipales (MAM) et d'autres programmes. Ces contributions publiques du Québec ont été versées au titre des immobilisations (MTPA pour les musées d'État et l'OPDQ en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le tourisme), au titre du paiement « d'en-lieux » de taxes pour les musées d'État (MAM) et dans le cadre de projets ponctuels (autres programmes).

La contribution du Canada s'élève à 9 852 200 $. Elle se décompose en subventions des Musées nationaux du Canada accordées aux titres principaux d'appui de base, aux expositions, à l'achat d'équipement et à la formation; du ministère de l'Expansion économique régionale pour les immobilisations, aux termes de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le tourisme ainsi que du Conseil des arts du Canada.

Finalement la contribution municipale ne totalise que 2 058 200 $ sur quatre ans. Elle se compose de subventions et d'en-lieux de taxes (62.4% de cette contribution) payés par les municipalités et des contributions du Conseil des arts de la communauté urbaine de Montréal.

- Dégageons certains faits saillants au sujet de la contribution publique:

  — La contribution du ministère des Affaires culturelles compte à elle seule pour près de la *moitié* de tous les revenus des musées, si l'on inclut les musées d'État;

  — Les subventions et en-lieux de toutes les municipalités ne constituent que 3.4% de la contribution publique et 2.7% des contributions totales.

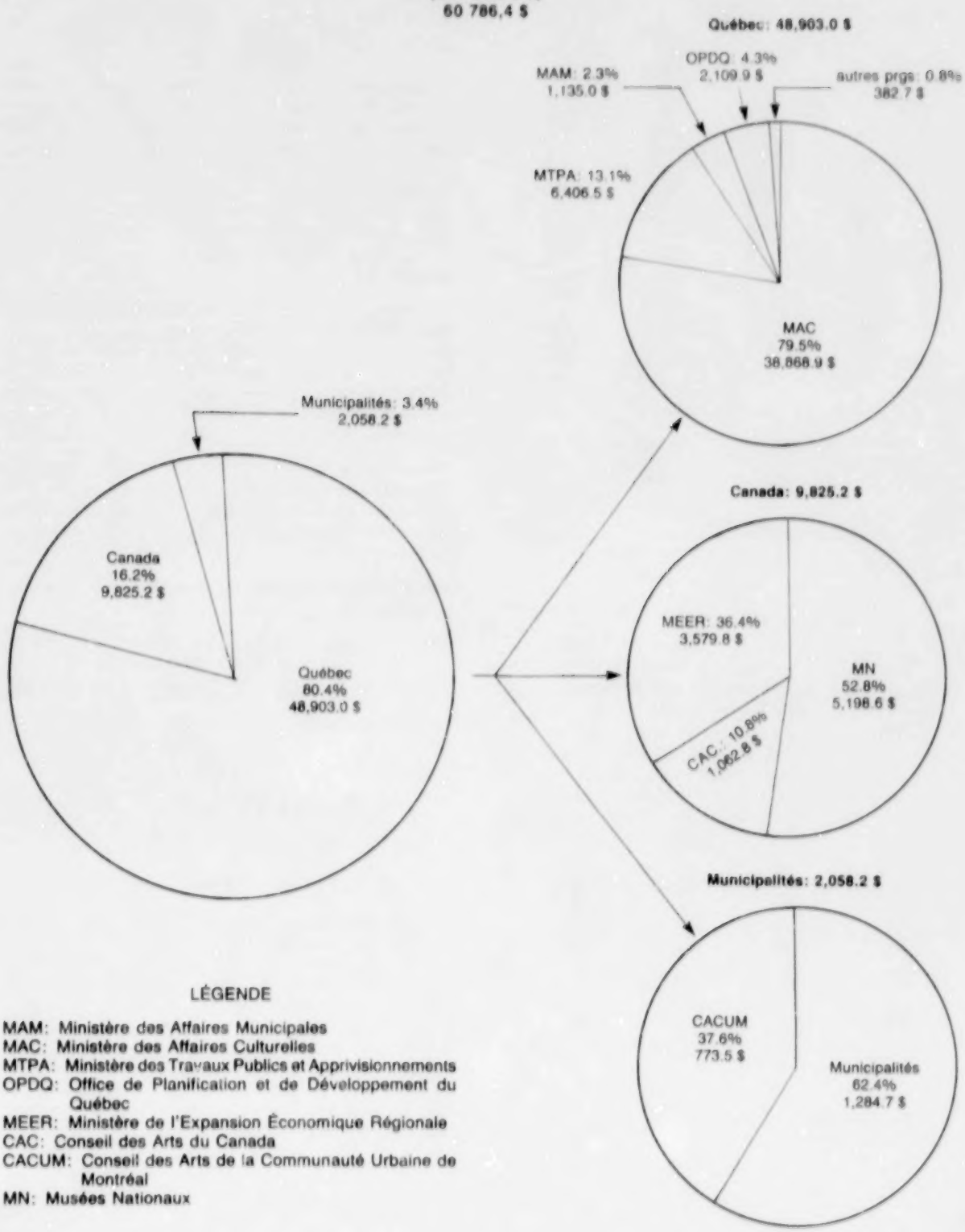
  — Les subventions du Conseil des arts de la communauté urbaine Montréal totalisent plus du tiers (37.6%) de toute la contribution municipale.

Contributions de source privée

Les revenus de source privée des établissements du réseau comprennent les revenus d'opération (admissions, ventes au comptoir, etc.), les revenus de dons[1] et autres revenus (campagnes de financement, etc.). Il est à remarquer que les contributions de la fondation McDonald-Stewart ont été assimilées à la catégorie « dons », ce qui en augmente sensiblement la proportion alors qu'elle ne s'adresse qu'à trois établissements de Montréal. On peut en conséquence noter la prépondérance de cette source de revenus par rapport aux revenus d'opération qui n'occupe qu'un tiers de l'assiette des revenus de source privée (figure 5).

[1] Excluant les oeuvres d'art

Figure 4
Contributions publiques selon la source
1979-80 à 1982-83
(en milliers $)
60 786,4 $



LÉGENDE

MAM: Ministère des Affaires Municipales
MAC: Ministère des Affaires Culturelles
MTPA: Ministère des Travaux Publics et Approvisionnements
OPDQ: Office de Planification et de Développement du Québec
MEER: Ministère de l'Expansion Économique Régionale
CAC: Conseil des Arts du Canada
CACUM: Conseil des Arts de la Communauté Urbaine de Montréal
MN: Musées Nationaux

Figure 5
Contributions privées selon la source
1979-80 — 1982-83
(en milliers $)
15 373,9 $

Croissance des contributions publique et privée

Nous avons vu à la figure 2 que la croissance de la contribution publique était de 13.9%, légèrement en deçà de la moyenne générale de 16.5%. La figure 7 montre que la croissance du financement public, n'est pas partout la même selon les diverses sources gouvernementales et qu'elle est plus accentuée pour le financement privé avec 27.5%, nous le savions déjà.

Dans le secteur public la croissance de la contribution du Canada a été de l'ordre de 24.3%, mais cette contribution a subi une diminution en 1982-1983; la contribution de Québec a par ailleurs connu une croissance de 13,8% et s'est maintenue en 1982-1983. Ce que nous observons du Canada s'explique en grande partie par son intervention au titre des immobilisations avec l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le tourisme (figure 4, MEER). Les municipalités, quant à elles, arrivent en dernier avec une décroissance de 14.4%. Nous sommes donc à même de constater que la position des contributions publiques est restée inchangée au cours de ces quatre années et que leurs croissances dans le soutien du fonctionnement des musées, celle des municipalités exceptée, sont relativement homogènes.

Quant à l'évolution des sources de financement privés, deux conclusions s'imposent (figure 7): la croissance des composantes n'est pas uniforme, elle est plus accentuée pour les revenus d'opération et les autres revenus, plus régulière partout sauf pour la catégorie « autres revenus » qui, bien évidemment, fluctuent d'année en année.

Figure 6
Contributions de source publique
et taux de croissance annuel moyen selon la source
(en millions $)

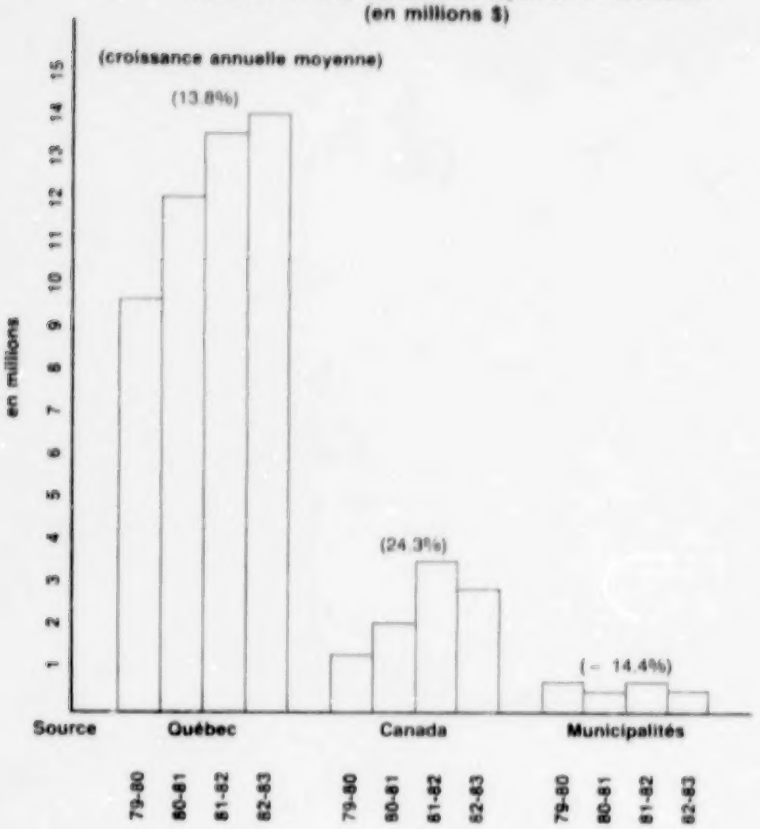
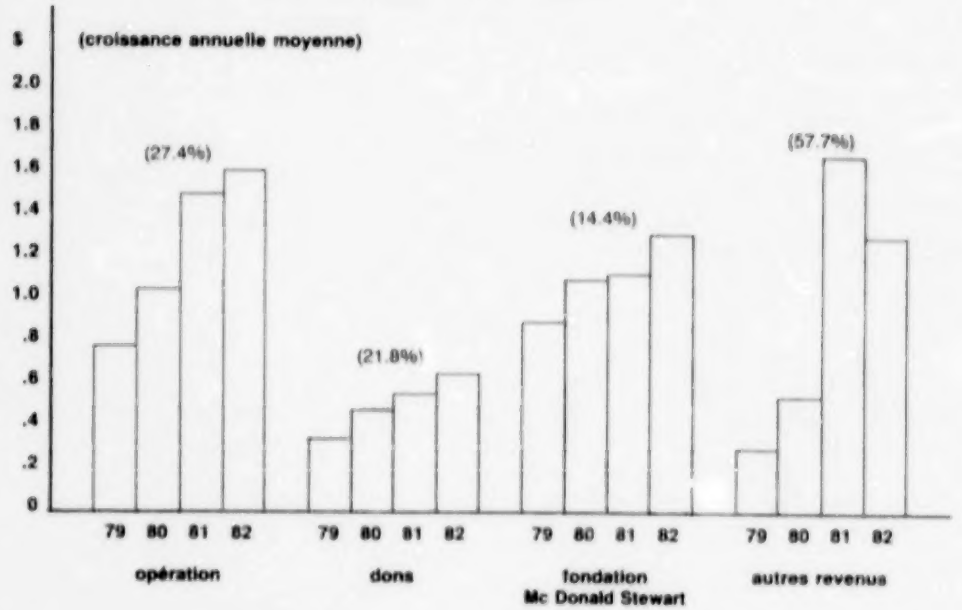


Figure 7
Contributions de source privée
et taux de croissance annuel moyen selon la source
(en millions $)



Contributions du ministère des Affaires culturelles

Cette section traite de la contribution du ministère des Affaires culturelles, le plus important participant au financement du réseau des musées. Deux figures (8 et 9) illustrent sa contribution: la première présente à la fois les imputations budgétaires du Ministère pour les musées et leur évolution; la seconde veut davantage souligner l'évolution de ces imputations dans l'ensemble du budget ministériel pour les établissements muséologiques.

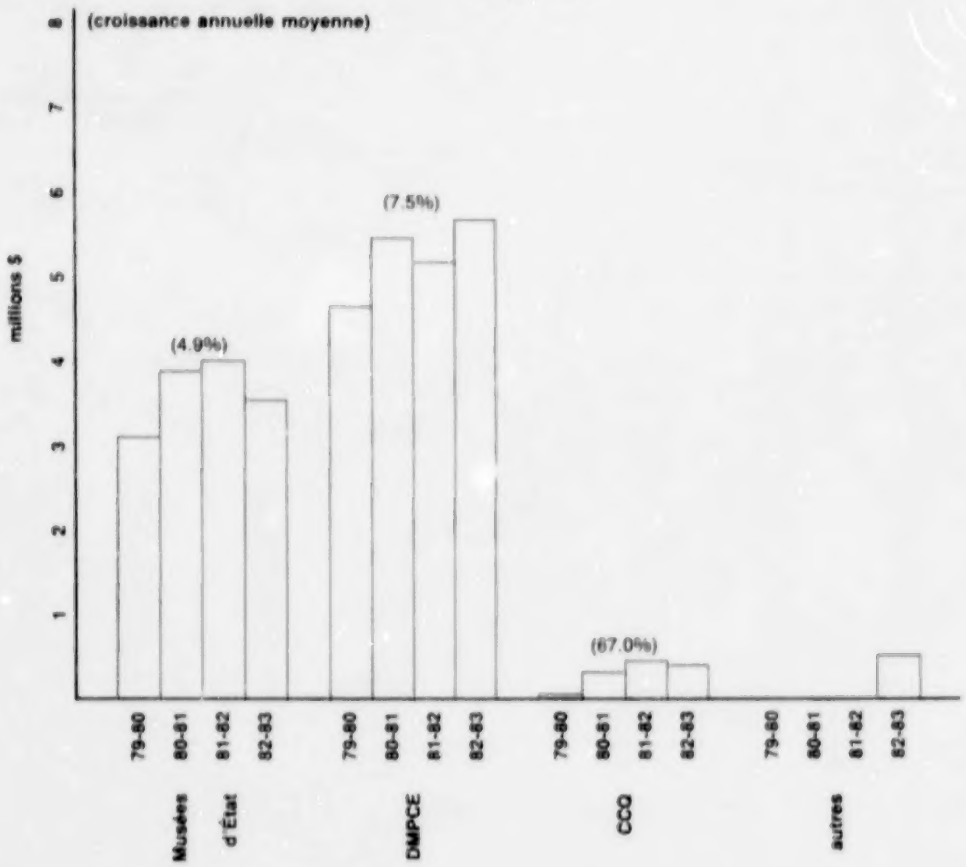
Tableau 2
Contribution du MAC 1979-80-83
(en milliers $)

Années	79-80	80-81	81-82	82-83	Total
Musée d'État	3 110.6	3 714.0	3 932.9	3 589.2	14 346.7
DMPCE[1]	4 571.6	5 362.9	5 190.2	5 674.8	20 799.5
CCQ	85.4	315.9	430.2	398.0	1 229.5
DMVCE	—	—	—	670.3	670.3
autres[2]	—	9.3	13.6	7.6	30.5

DMPCE : Direction des musées privées et centres d'exposition.
CCQ : Centre de conservation du Québec.
DMVCE: Direction de la mise en valeur des collections ethnographiques.

(1) En subventions aux établissements.
(2) En subventions à d'autres projets muséologiques.

Figure 8
Contributions du MAC et taux de croissance annuel moyen
1979-80 — 1982-83
(en million $)



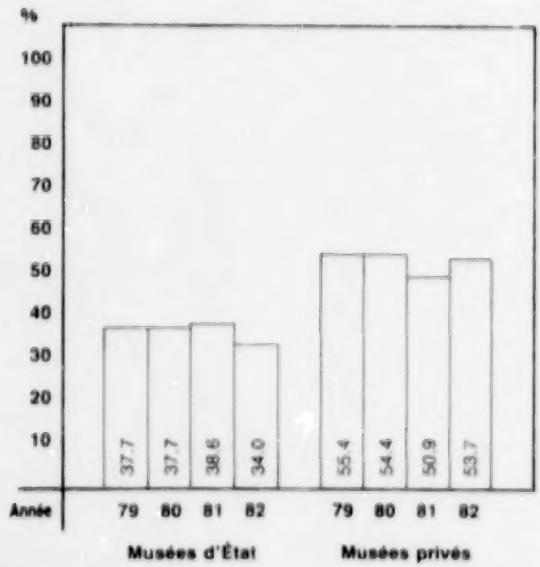
Le MAC répartit les fonds qu'il destine au réseau des musées selon trois postes principaux, mis à part les montants rattachés à l'administration du programme: les musées d'État, les musées et centres d'exposition privés agréés et le Centre de conservation du Québec. Les montants accordés à chacun de ces groupes apparaissent au tableau 2.

Sur quatre ans, le MAC a accordé 14 346 700 $ pour les musées d'État, 20 799 500 $ en subventions pour les musées privés, 1 229 300 $ au CCQ et 700 000 $ à certains autres musées. Sa contribution totale s'établit à 38 868 900 $ (48.7% de tous les revenus des musées). De ce montant, l'effort consenti aux musées privés représente 53.5% et aux musées d'État, 36.9%.

Mais il est plus particulièrement intéressant de voir quelle croissance ces affectations budgétaires ont connue. Les musées privés ont reçu du MAC une contribution annuelle dont la croissance aura été en moyenne de 7.5% et pour les musées d'État de 4.9%.

La croissance relative des budgets du ministère des Affaires culturelles pour le réseau des établissements muséologiques est reproduite à la figure 9. Cette figure permet de constater que l'effort proportionnel du Ministère à l'endroit des musées d'État diminue: légère décroissance par rapport aux fonds dont il dispose pour tous les musées (de 37.7% en 1979-80 à 34.0% en 1982-83). D'autre part, quoique les musées privés reçoivent des subventions dont les montants réels vont également en croissant depuis 1979, l'effort proportionnel du ministère des Affaires culturelles à leur endroit (au fonctionnement) s'amenuise très légèrement depuis 1979 (de 55.4% en 1979-80 à 53.7% en 1982-83).

Figure 9
Contributions du MAC aux musées d'État et privés (en pourcentage du budget pour les musées)



En résumé:

- Les revenus du réseau des musées du Québec étaient de l'ordre de 14 011 700 $ en 1979-80. Ils étaient de 22 132 100 $ en 1982-83, ce qui représente une croissance de 16.5% sur quatre ans.
- La contribution publique aux revenus des musées aura été quatre fois plus élevée que celle du secteur privé, mais les revenus de source privée ont connu pendant cette période une plus grande croissance (27.5%) que ceux de source publique (13.9%). Les revenus des musées se privatisent, mais à un rythme très lent.
- Sans égard aux postes budgétaires où ils sont affectés (fonctionnement — immobilisation), le Québec a financé 80.4% des revenus de source publique des musées, le Canada 16.2%, les municipalités 3.4%. Ces contributions présentent des croissances respectives de 13.8%, 24.3% et de moins 14.4% pour les contributions municipales. Les revenus de source privée sont tous en croissance quelle que soit leur provenance.
- Le MAC a contribué pour 48.7% de tous les revenus des établissements muséologiques du réseau, si l'on excepte les coûts de fonctionnement du programme. La croissance de sa contribution s'établit à 10.0%.
- Des fonds dont il dispose pour le réseau des Musées, l'effort du MAC aura été de 36.9% pour les musées d'État et de 53.5% pour les musées privés, leurs croissances respectives ayant été de 4.9% et de 7.5%.

Voilà donc le portrait du financement de l'offre muséologique au Québec pour les établissements du réseau. Par ces statistiques, nous n'avons pas cherché à dissocier les immobilisations du fonctionnement. À cet égard il serait utile de se référer au numéro de «Chiffres à l'appui» de novembre 1983, qui traite des dépenses d'immobilisation dans le domaine culturel.

2 — La fréquentation des musées

Les données sur la fréquentation des musées sont tirées de sondages faits auprès de la population plutôt que d'études de la fréquentation des établissements eux-mêmes. Elles ne permettent pas d'identifier quels musées en particulier sont davantage fréquentés. Seule une étude de clientèle apporterait une réponse satisfaisante aux questions suivantes: qui fréquente quoi, quand, où et dans quelles condition. Comparer les visites déclarées par les établissements à celles des répondants aux sondages serait inexact, même si les nombres correspondaient, puisque les univers sont différents.

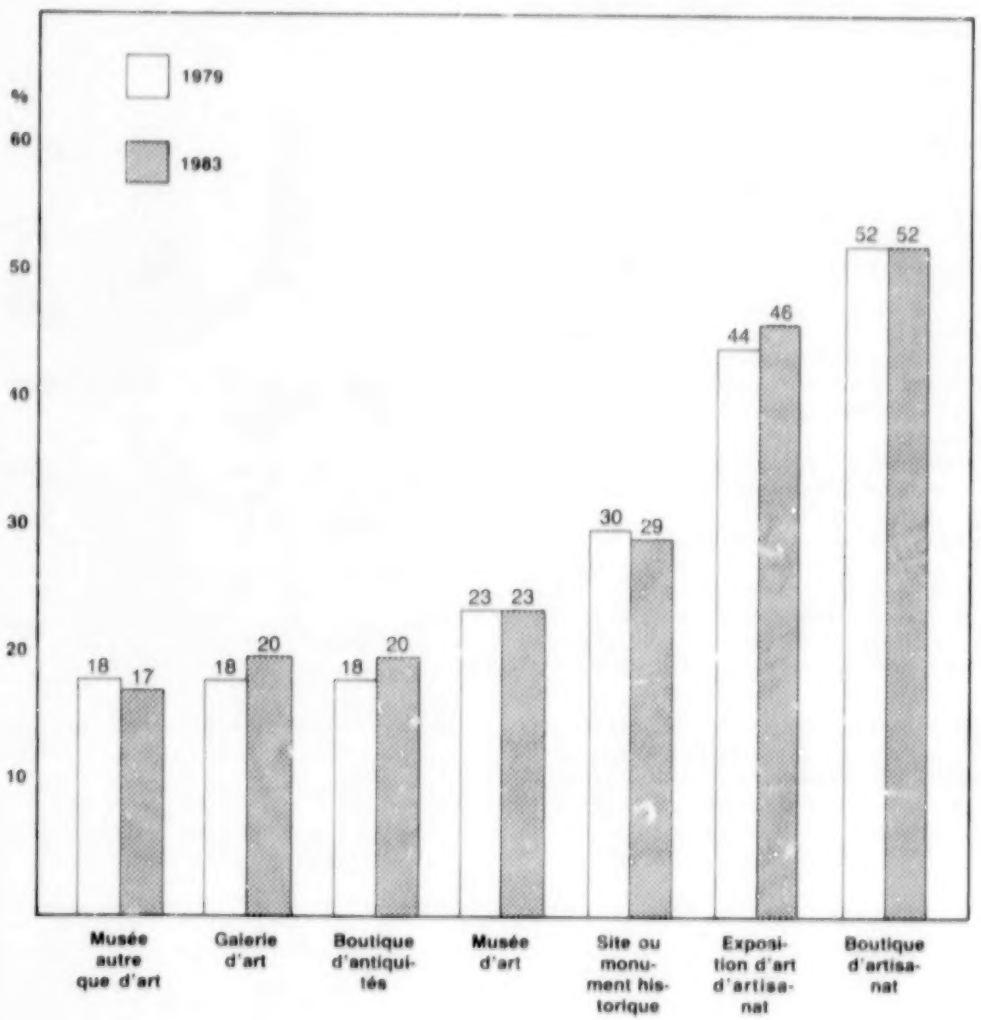
Par contre, rien n'interdit l'analyse des réponses à ces sondages si l'on veut faire ressortir quelles sont les préférences des québécois dans le champ de ce qu'il est convenu d'appeler les arts visuels et l'artisanat, et quel est le profil sociodémographique du visiteur moyen, s'il en est un.

La figure 10 présente un résumé de la fréquentation par les Québécois d'établissements en arts visuels et en artisanat.

En quatre ans, de 1979 à 1983, la fréquentation des musées est demeurée stable: 23% de la population aurait fréquenté

Figure 10

Pourcentage de la population ayant fréquenté au moins une fois un établissement culturel en 1979 (n = 2 982) et 1983 (n = 2 316)[1]



(1) Population québécoise de 15 ans et plus en 1983 et de 18 ans & plus en 1979

un musée d'art au moins une fois au cours de chaque année et 17 ou 18% un musée autre que d'art.

Les boutiques et les expositions d'art ou d'artisanat reçoivent une plus grande faveur populaire, ainsi que les sites et monuments historiques. Les antiquaires et galeries d'art sont les établissements les moins fréquentés par la population. Pour tous ces établissements donc, il y a eu peu de changement en quatre ans. Les hausses : deux points pour les expositions d'art ou artisanat, les galeries d'art et les antiquaires; les baisses : un point pour les sites et monuments historiques et les musées autres que d'art. **Aucun de ces changements n'exprime de tendance significative.**

De tels résultats peuvent étonner. À tout le moins on aurait la curicsité de se demander si ailleurs les constats sont les mêmes. En France, les sondages sur les pratiques culturelles des Français[1] démontrent que 32% de la population a visité un monument historique au moins une fois en 1981-82, 29% un antiquaire ou brocanteur, 30% un musée et 21% une exposition de peinture ou de sculpture. Sauf pour les expositions (salons) qui connaissent au Québec une grande popularité (en raison, entre autres, de leur grande surface, de leur accessibilité et du moment de l'année où elles ont lieu), les fréquentations de ces établissements en France et au Québec se situent sensiblement dans les mêmes étendues. Aux États-Unis par contre, les différences sont plus appréciables. Retenons seulement qu'en 1979 la population d'Américains ayant fréquenté au moins une fois un musée d'art s'établit à 60%[2] et elle passe à 67% pour tous les musées. Il faut cependant considérer qu'aux États-Unis on utilise un concept très élargi de ce qu'est un musée.

Quant à l'évolution de la fréquentation, on a dénombré 9 039 000 entrées payantes ou gratuites dans les musées nationaux français en 1975, 9 749 000 en 1980 avec un sommet de 10 529 000 en 1978[3]. La croissance annuelle moyenne de cette période a été de 1.5%. Aux États-Unis, 44% des Américains ont visité un musée d'art au moins une fois en 1975 et 60% en 1979. Au Québec, la croissance de la fréquentation des musées d'art a été nulle et celle des autres musées a baissé de 1% entre 1979 et 1983. Si le comportement des Québécois peut se comparer avec celui des Français, il n'en est plus de même avec celui des Américains. Il y a donc lieu de s'interroger sur cette situation. L'étude des variables que sont le sexe des répondants, leur âge, leur degré de scolarité et leur revenu est de nature à fournir quelques explications.

L'extrapolation des résultats du sondage à l'ensemble de la population du Québec âgée de 15 ans et plus montre que 4 125 000 visites aux musées ont été effectuées en 1983.

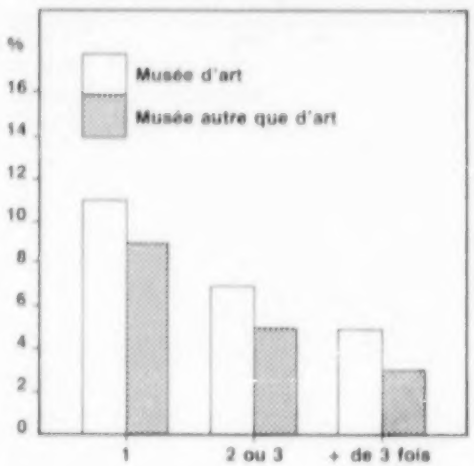
1 Pratiques culturelles des Français en 1981-1982, ministère de la Culture, Service des études et de la recherche.

2 Americans and the arts, American council for the arts, 1980.

3 Statistiques de la culture : Musées, ministère de la Culture, Service des études et de la recherche 1983.

Sur les 4 125 000 visites aux musées en 1983, on en déclare 2 440 000 aux musées d'art et 1 685 000 aux autres musées. Soulignons que les visiteurs de musées d'art y sont allés 2,11 fois par année et ceux des autres musées 1,97 fois (figure 11). Il n'est pas possible de voir le recoupement de ces clientèles mais il est peu probable qu'il s'agisse là de clientèles tout-à-fait indépendantes.

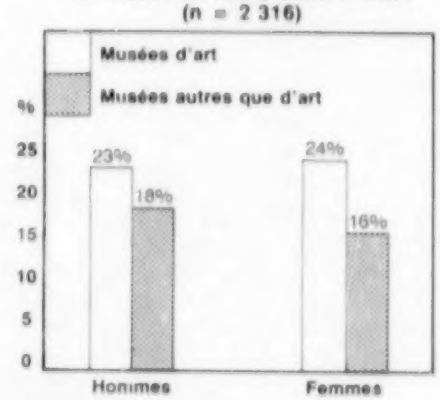
Figure 11
Pourcentage de la population ayant fréquenté à une ou plusieurs reprises un musée en 1983, selon la catégorie d'établissement (*n* = 2 316)



En 1983, les musées d'art enregistrent 59.1% des visites, les autres musées 40.9%.

La figure 12 nous apprend que les hommes visitent autant les musées que les femmes, autant les musées d'art que les autres musées.

Figure 12
Pourcentage de la population ayant fréquenté à une ou plusieurs reprises un musée en 1983, selon le sexe (*n* = 2 316)

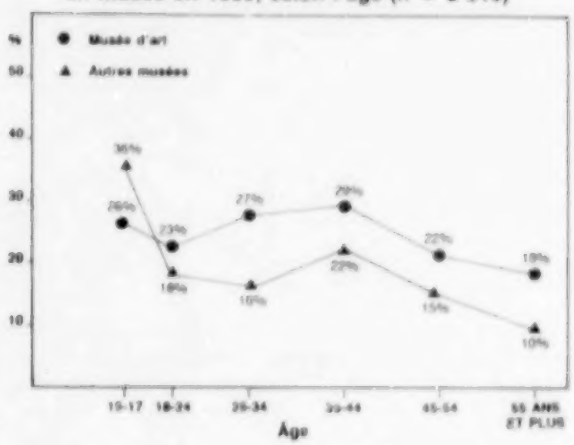


À peine plus de femmes allaient au musée d'art en 1983 (1% de plus que les hommes) et guère plus d'hommes allaient aux autres musées (2% de plus que les femmes). Il n'y a donc pas de relation entre le sexe et le choix d'un type de musée, cependant que tous préfèrent le musée d'art.

Le visiteur du musée est indifféremment un homme ou une femme.

Les résultats montrent cependant que la fréquentation des musées est reliée à l'âge.

Figure 13
Pourcentage de la population ayant fréquenté au moins une fois un musée en 1983, selon l'âge (n = 2 316)



C'est à partir de 45 ans que l'on va moins souvent au musée ainsi qu'entre 18 et 24 ans. Le pourcentage de personnes de ces groupes d'âges qui vont au musée se situe en effet sous la moyenne. Chez les personnes plus âgées, cela est encore plus vrai. Ces constatations valent tant pour les musées d'art que pour les autres musées. Fait à noter: pour ces mêmes groupes (sauf les jeunes), la diminution de la fréquentation des autres musées est plus accentuée que celle des musées d'art. Avec l'âge, la difficulté de se déplacer et la sédentarisation peuvent constituer une explication plausible à la diminution de la fréquentation. D'un autre côté, l'accessibilité au musée, le renouvellement relatif des collections exposées et le phénomène du « déjà vu » peuvent également corroborer que les personnes plus âgées aillent moins souvent au musée.

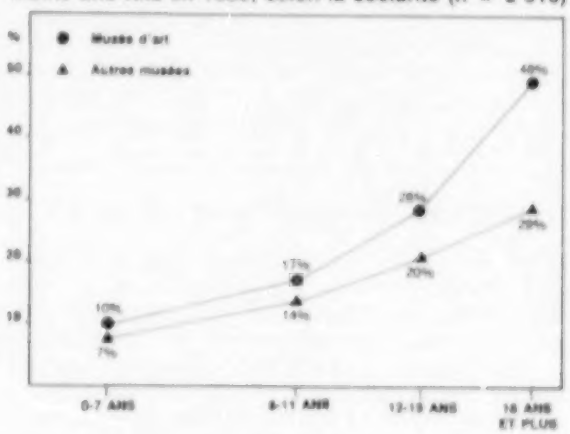
La fréquentation des musées diminue avec l'âge. Cette diminution s'observe surtout pour les musées autres que d'art.

La figure 13 fait ressortir un autre phénomène: la clientèle des musées autres que d'art est plus jeune. On ne peut douter que les jeunes, soit par affinité personnelle ou en raison même de leur âge ou encore à cause de leur programme d'études, soient attirés davantage par les musées autres que d'art (musées d'histoire, des techniques, etc).

L'âge moyen des visiteurs de musée d'art en 1983 est de 38,5 ans, celui des autres musées de 36,5 ans.

La scolarité est un autre facteur qui intervient dans la fréquentation. La courbe de la scolarité des visiteurs présentée à la figure 14 illustre bien la relation directe entre le niveau de scolarité atteint et le pourcentage de personnes qui dans ces groupes visitent les musées. On fréquente davantage les musées si l'on est plus scolarisé, quel que soit le type de musée.

Figure 14
Pourcentage de la population ayant visité un musée au moins une fois en 1983, selon la scolarité (n = 2 316)



De plus, les personnes plus scolarisées (12-15 ans, 16 ans et plus) préféreront visiter les musées d'art (28% et 48%) que de fréquenter les autres musées (20%, 29%).

Le visiteur moyen des musées d'art a 13,1 années de scolarité. Celui des autres musées en a 12,5.

Il y a une relation entre le revenu et la visite de musées, mais ceci peut n'être que l'indice des revenus plus élevés que retirent les personnes qui sont scolarisées. Les écarts sont plus marqués selon les degrés de scolarité que selon les niveaux de revenu. (figure 15).

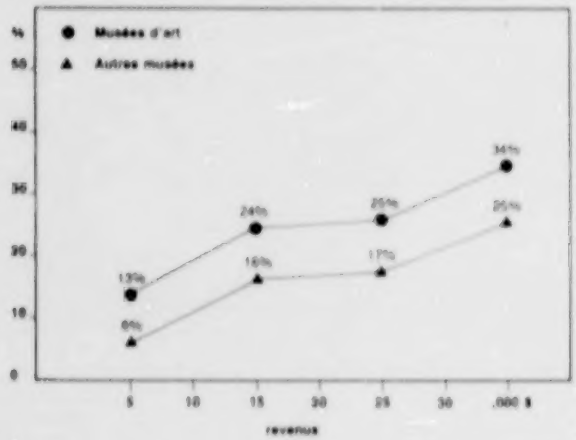
En effet, les personnes à revenu élevé (30 000 $ et plus) fréquentent 2,6 fois plus les musées (34%) que les personnes à très faible revenu (13%). Cet écart est encore plus manifeste pour les musées autres que d'art: 3,6 fois plus. Mais quel que soit le revenu, les Québécois préfèrent les musées d'art aux autres musées.

Le revenu moyen des visiteurs du musée d'art est de 23 350 $ celui des visiteurs des autres musées est de 26 000 $[1].

1 Il s'agit du revenu du ménage du répondant.

Figure 15

Pourcentage de la population ayant visité un musée au moins une fois en 1983, selon le revenu (n = 2 316)



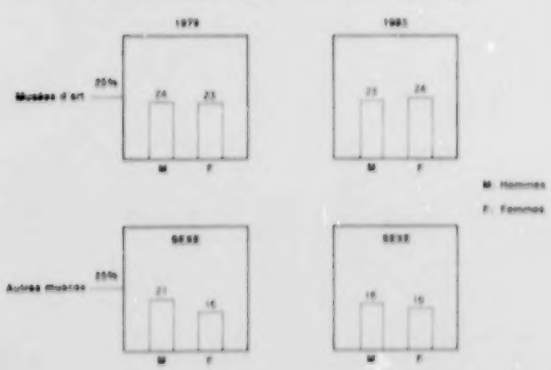
Quelques comparaisons avec les résultats de 1979

Le Centre de Recherche sur l'Opinion publique (CROP) a administré en 1983 un sondage analogue à celui de 1979. Deux questions avaient trait aux musées et elles étaient, dans les deux cas formulées de la même façon. Les données de la figure 10 indiquent que la situation des pratiques culturelles à l'endroit des arts visuels et de l'artisanat est stable, du point de vue général. Les quelques points gagnés ou perdus dans tous les secteurs n'indiquent pas de différence statistique et, partant, de tendance dans un sens ou dans l'autre. Par contre si l'on observe ces résultats plus en détail, certaines différences deviennent évidentes. Nous ne traiterons que de celles-ci.

Les variables pour lesquelles il existe une différence dans la distribution des fréquentations des musées sont celles de l'âge et de la scolarité. Les données ventilées par revenu ne sont pas disponibles pour 1979.

Figure 16

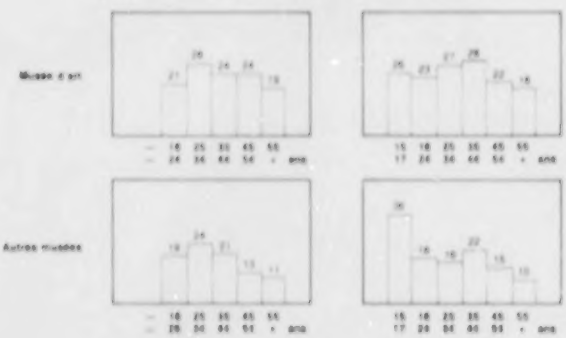
Pourcentage de la population ayant visité un musée au moins une fois en 1979 et en 1983, selon la catégorie d'établissement et le sexe (1979: n = 2 981; 1983: n = 2 316)



Premier fait à constater : si entre 1979 et 1983 aucune évolution ne semble s'être produite dans la fréquentation des musées d'art selon le sexe, (24% et 23% en 1979 comparativement à 23% et 24% en 1983) il en est autrement pour les autres musées : *en proportion, plus d'hommes y ont effectué des visites en 1979 qu'en 1983 (21% contre 18%).* Cela peut expliquer en partie la baisse d'un point observé en 1983. (figure 12)

Figure 17

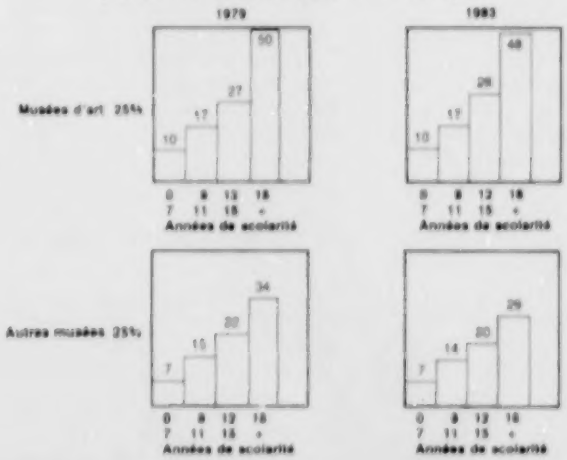
Pourcentage de la population ayant visité un musée au moins une fois en 1979 et en 1983, selon la catégorie d'établissement et l'âge (1979: n = 2 981; 1983: n = 2 316)



Quant à l'âge (figure 17), on note que pour les musées d'art, *les personnes âgées de 35 à 45 ans les ont fréquentés davantage en 1983 qu'en 1979.* On observe le phénomène contraire chez les 25-34 ans pour les visites aux autres musées.

Figure 18

Pourcentage de la population ayant visité un musée au moins une fois en 1979 et en 1983 selon la catégorie d'établissement et la scolarité (1979: n= 2 981; 1983: n = 2 316)



Pour ce qui est du facteur scolarité (figure 18), la comparaison des distributions de 1979 et 1983 pour les musées d'art conduit à n'observer aucune différence. Par contre, le groupe des 16 ans et plus de scolarité qui fréquentaient les autres musées étaient plus élevé en 1979 (34%) qu'en 1983 (29%).

Nous avons examiné la fréquentation des musées sous l'angle de la proportion de groupes de personnes qui déclarent être allées aux musées selon différents paramètres socio-démographiques. Il serait indiqué, pour terminer, de jeter un bref coup d'oeil au nombre moyen de visites effectuées par les visiteurs (figure 19).

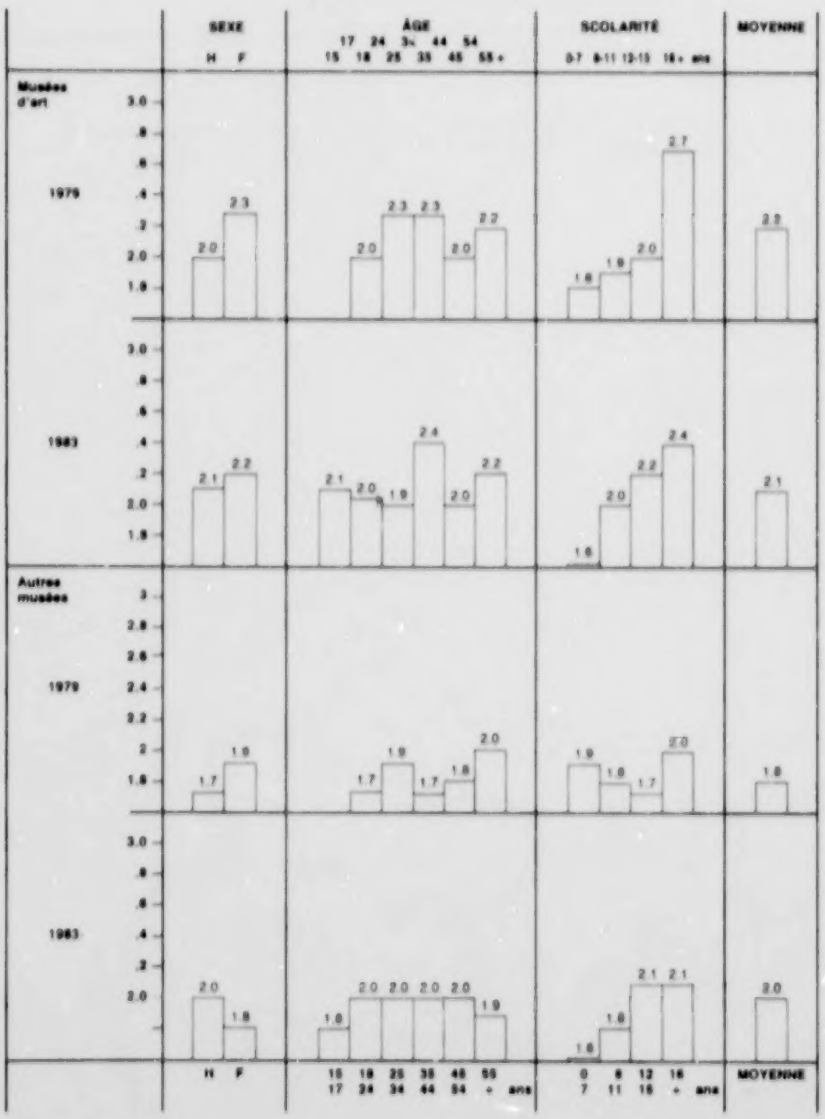
De façon générale, les femmes vont un peu plus souvent au musée que les hommes, sauf en 1983 pour les musées autres que d'art.

Le nombre de fois que l'on visite un musée varie selon l'âge des visiteurs sauf encore une fois en 1983 pour les musées autres que d'art où le nombre de visites est constant quel que soit l'âge.

Finalement, la scolarité, que l'on sait être largement déterminante de la fréquentation des musées, conditionne également jusqu'à un certain point, le nombre de visites aux musées. Le groupe où l'on retrouve la plus grande proportion de visiteurs (16 ans et plus de scolarité) est aussi celui qui les visitent le plus souvent. L'exception demeure pour les musées autres que d'art, en 1979.

Nous avons déjà vu que les personnes âgées de 55 ans et plus sont, en proportion, peu nombreuses à se rendre aux musées. Mais, fait intéressant à noter, les visiteurs de cet âge ont une moyenne de visite aussi élevée que les autres groupes.

Figure 19
Nombre de visites au musée selon l'année, la catégorie d'établissement et les paramètres socio-démographiques (Visiteurs seulement)



Conclusion

Quelques remarques pour conclure. Bien que le financement public demeure en croissance, on note que les contributions de ce secteur au réseau des établissements muséologiques ont fléchi. Le support financier réservé aux musées se ralentit à un rythme comparable à celui d'autres secteurs, compte tenu des resserrements de crédits imposés par les États. Ainsi l'État québécois s'est-il astreint à réduire la croissance des musées d'État pour, dans ces années difficiles, contribuer à maintenir le niveau d'activités de la partie du réseau constitué des musées agréés.

En contrepartie, la croissance, quoique faible, du financement privé montre un intérêt de groupes de citoyens, sinon au développement, à tout le moins au maintien du réseau.

Cette brève analyse du financement des musées ne fait cependant pas voir les écarts qui peuvent exister entre les établissements répartis sur le territoire. À l'été 1984, le Service de la recherche et de la planification complétera une étude descriptive de la structure des revenus et dépenses des musées. Cette étude viendra compléter le portrait que nous avons esquissé des musées.

Par ailleurs, si on prend en compte les contributions municipales, financières et autres dites de services, on est porté à conclure à une faible sensibilisation des pouvoirs locaux à l'égard des musées.

Finalement, les données relatives à la fréquentation présentées ici n'indiquent que des tendances dans les comportements des citoyens. En dépit de ce fait, elles illustrent combien les institutions muséologiques desservent essentiellement une population rompue aux pratiques culturelles, mise à part la clientèle scolaire. Déjà on peut observer que la fréquentation des musées autres que d'art semble obéir à une dynamique quelque peu différente. Ces traits seraient sans doute plus accentués si le nombre d'établissements de ce type était plus grand au Québec. Les projets de construction en cours d'une Maison de la science et de la technologie à Montréal, de la relocalisation du Musée d'art contemporain sur le site de Place des arts et de la construction du Musée de la civilisation à la Place Royale à Québec seraient-ils de nature à agir sur la demande? Les études des prochaines années pourront mesurer ce fait.

Michel Robin
Service de la recherche et de la planification

Avec la participation de
M. Michel Desgagnés
de la Direction générale des arts,
des lettres et des musées

Ministère des Affaires culturelles
Service de la recherche et de la planification
225, Grande Allée Est
Québec G1R 5G5

PORT DE RETOUR GARANTI

Affaires culturelles
Québec

Québec